

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 179 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2963 - Prix : 1€



**Santé : la hache
de Bayrou**

Page 3

**Traitement des déchets :
l'odeur du profit**

Page 6

**Haïti : la population
contre la loi des gangs**

Page 12

Gaza: silence, on extermine un peuple

Les rares images qui nous parviennent de la bande de Gaza sont effroyables. Corps gisant après le bombardement d'un marché, d'une école. Hommes froidement abattus alors qu'ils tentaient de pêcher pour survivre. Enfants qui n'ont plus que la peau sur les os. Cohues autour des distributions de nourriture. Regards de souffrance et de désespoir. Appels au secours.

Depuis que Netanyahu a rompu la trêve, le 18 mars, deux mille habitants ont été tués. Et ceux qui échappent aux bombes sont menacés par la famine car le gouvernement israélien empêche toute nourriture et produits de première nécessité d'entrer à Gaza depuis plus de deux mois. L'armée israélienne en est même à attaquer, en mer, les navires humanitaires qui tentent de ravitailler Gaza !

La guerre que mène Netanyahu n'est pas une guerre contre le Hamas. C'est une guerre de purification ethnique. Son objectif est de réduire à néant toute possibilité d'existence d'un État palestinien, à Gaza ou en Cisjordanie.

Netanyahu a d'ailleurs demandé le rappel de dizaines de milliers de réservistes pour la conquête de Gaza : après avoir massacré et terrorisé la population, il voudrait la déporter, de gré ou de force. Le projet cynique et révoltant de Trump, consistant à faire de l'enclave une Riviera sur des dizaines de milliers de cadavres, est en marche !

« Il est temps que l'Union européenne se réveille... c'est une honte absolue », a déclaré le ministre belge des Affaires étrangères lors d'une réunion avec ses homologues. « Nous avons vu des images horribles, il faut que cela cesse », a déclaré la ministre finlandaise. « Gaza est au bord de l'effondrement, du chaos et de la famine », a dénoncé le ministre français Jean-Noël Barrot.

Et qu'est-il sorti de cette réunion ? La décision... d'organiser une autre réunion ! Macron a, bien sûr, joint sa voix à ce concert d'hypocrisie : il envisage de reconnaître un État palestinien au moment même où la possibilité d'un tel État est en train de disparaître sous nos yeux.

Trump, en route pour une tournée au Proche-Orient, montrerait des signes d'agacement vis-à-vis de Netanyahu. Que son principal allié massacre les Palestiniens ne l'aide pas à se mettre dans la poche des monarchies comme l'Arabie saoudite ! Mais il reste fondamentalement solidaire des bourreaux de Tel Aviv.

Les dirigeants impérialistes soutiennent Israël au nom du droit des Juifs à avoir leur État. Mais celui-ci ne les intéresse que parce qu'il défend leurs intérêts dans la région. Et qui peut croire qu'ils protègent les Juifs en couvrant le massacre actuel ?

La politique de Netanyahu est criminelle pour les Palestiniens et suicidaire pour les Israéliens. Des manifestants israéliens commencent à le dénoncer et des réservistes refusent de répondre à leur convocation. Pour l'instant, ils dénoncent surtout une nouvelle opération guerrière qui met la vie des otages en danger.

En fait, tous les Israéliens sont otages de ce jusqu'au-boutisme guerrier. Il les condamne à vivre dans un camp retranché, en guerre contre tous leurs voisins. Chaque nouveau bombardement nourrit la haine et le désir de vengeance. De nouvelles générations de Palestiniens grossiront les rangs des combattants à Gaza, au Liban, au Yémen, en Syrie. Israël, qui a déjà étendu le conflit à tous ces pays, n'a pas fini de faire la guerre !

Ce n'est pas en remplissant les cimetières et en déportant des centaines de milliers de personnes que l'on construit la paix. C'est en cessant toute oppression, en démantelant les colonies, en mettant un terme à la politique d'apartheid. C'est en reconnaissant l'égalité de droits entre les peuples !

Contrairement à ce que veulent faire croire les organisations sionistes d'extrême droite d'un côté et les organisations islamistes réactionnaires de l'autre, la coexistence fraternelle entre le peuple israélien et le peuple palestinien ainsi que les peuples arabes voisins est possible.

Les États impérialistes ont tracé des frontières artificielles entre le Liban, la Syrie, l'Irak, la Jordanie. Ils ont dressé les peuples les uns contre les autres, Israéliens contre Palestiniens, Arabes contre Kurdes, majorité sunnite ou chiite contre minorités chrétienne, druze, alaouite. Seule une fédération des peuples du Moyen-Orient au sein de laquelle tous seraient égaux et auraient les mêmes droits permettra de sortir de la guerre permanente.

Cela ne peut se réaliser que si les opprimés de cette région se dressent contre la volonté de domination et d'exploitation de leurs dirigeants respectifs. Et c'est aussi à nous, ici, de porter cette perspective contre nos dirigeants complices de ce nouveau génocide.

Nathalie ARTHAUD

Santé : la hache de Bayrou

Bayrou a envoyé le 23 avril une lettre aux responsables des agences régionales de santé consacrée à « l'efficacité et à la performance des établissements de santé ».

À tous ces hauts fonctionnaires chargés du contrôle des finances des hôpitaux, le Premier ministre demande une « action déterminée pour réduire le déficit croissant des établissements de santé ». Cela devrait passer par « un suivi resserré de l'exécution budgétaire 2025 et en particulier des dépenses relatives aux achats et au personnel. » Enfin, pour mettre les points sur les i, Bayrou accuse les mesures de revalorisation

salariale d'être responsables de l'augmentation de la dette.

On ne peut pas être plus clair. Pour Bayrou, les responsables des ARS doivent faire la chasse aux dépenses de fonctionnement et de salaires et être le bras armé d'une politique d'austérité. Pour y parvenir encore mieux, il leur annonce que « pour les établissements présentant les situations les plus dégradées, le ministère de la Santé mettra à leur disposition des administrateurs provisoires plus facilement mobilisables par [leurs] soins ». Ce seront autant de leviers supplémentaires pour mettre au pas les hôpitaux « mauvais élèves ».

Quand Bayrou demande à cor et à cri 40 milliards d'économies, il dit clairement dans quels domaines les faire. Dans la santé, ce seront des coupes claires signifiant moins d'argent pour les hôpitaux et les soignants et moins d'embauches. Alors que les hôpitaux, faute de moyens, sont au bord de l'asphyxie, c'est une politique criminelle que Bayrou entend mener aussi dans tous les autres domaines de la fonction publique, aux services sociaux, etc. Les seuls qui n'auront pas droit à une lettre du Premier ministre sont les patrons des grandes entreprises privées arrosés à hauteur de 200 milliards d'euros annuels d'aides publiques.

Face aux attaques patronales : les travailleurs doivent montrer leur force

Il n'y a pas qu'à La Réunion que les travailleurs sont sous la pression patronale. À Dunkerque et à Metz, les manifestations du 1er Mai ont dénoncé les licenciements chez ArcelorMittal. À Dijon, Tetra Pak qui envisage de fermer son site de Longvic de 200 salariés a été conspué. En réalité, toute la classe ouvrière est frappée par ces attaques massives.

STMicroelectronics prévoit la suppression de 1 000 postes rien qu'en France. À Vergèze dans le Gard, la verrerie de Perrier est en passe d'être fermée. Des dizaines d'autres plans de licenciements sont en cours. La question posée est celle des revendications essentielles du monde du travail.

Ce dernier se trouve bien face à une attaque générale du grand patronat. Il s'agit pour lui de réduire les effectifs pour faire payer aux travailleurs la concurrence entre capitalistes. Face à cela, une mobilisation générale de tous les travailleurs est nécessaire pour interdire les licenciements et répartir le travail entre tous, en maintenant les salaires. La bourgeoisie fait tout pour faire payer les

travailleurs. A contrario, défendre leurs conditions de vie nécessiterait de faire payer les capitalistes en prenant sur les profits présents et passés ainsi que sur les montagnes d'argent qu'ils ont reçues de l'État.

Ce n'est pas cette politique que proposent les confédérations syndicales. Loin de concentrer les forces et de préparer une contre-offensive du monde du travail, elles pleurent sur les mauvais choix industriels de chaque capitaliste ou s'en remettent à l'État pour qu'il nationalise en faisant croire que cela permettra de sauver les emplois.

Les capitalistes font des choix qui

correspondent à leurs intérêts. La preuve, les actionnaires n'ont jamais été aussi riches ! On ne peut défendre les emplois sans vouloir les contraindre. Quant à croire que l'État défend aussi les emplois, il suffit de regarder ce qui se passe dans les hôpitaux, les écoles et tous les services publics pour se rendre compte qu'il n'en est rien.

La lutte pour notre survie ne pourra se faire qu'en réalisant que les intérêts de la classe ouvrière sont les mêmes, non seulement d'un bout à l'autre du pays, mais à l'échelle du monde entier.



Premier mai travaillé : Xavier Bertrand s'y croit déjà

Xavier Bertrand, le président du conseil régional des Hauts-de-France, est parti en guerre contre l'interdiction faite aux boulangers et aux fleuristes de faire travailler cette année leurs salariés le 1er mai.

Il a demandé au préfet de sa région que les agents de l'inspection du travail ne contrôlent pas les commerces concernés.

Disant avoir été sollicité par de très nombreux commerçants et artisans, il leur a fait part de cette démarche et annoncé par la même occasion qu'une loi était à l'étude pour mettre définitivement fin à cette interdiction.

Effectivement, une proposition de loi a été déposée au Sénat le 25 avril « visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai ». Les promoteurs en sont Annick Billon et Hervé Marseille, deux sénateurs de l'UDI, un groupe appartenant à la majorité. Actuellement, selon le code du travail, seuls sont autorisés à faire travailler leurs salariés les établissements « qui, en raison de la nature de leur activité, ne peuvent interrompre le travail », par exemple



les hôpitaux. Il s'agirait de remplacer cette formule par une autre beaucoup plus large qui dirait : « dont le fonctionnement ou l'ouverture sont rendus nécessaires par les contraintes de la production, de l'activité ou les besoins du public ». Ce sont exactement les termes d'un autre article du code du travail entré en vigueur en 2008 qui permet l'ouverture de plus en plus de magasins le dimanche, à

commencer par bien des grandes surfaces.

Voilà ce que recouvrent les lamentations sur les petits fleuristes ou boulangers censés être ruinés par l'impossibilité d'ouvrir ce jour-là ou les déclarations de responsables politiques prétendant qu'ils ne veulent nullement remettre en cause le jour férié et chômé du 1er mai.

8 mai : célébrer la paix... et préparer la guerre

Pour la commémoration du 8 mai 1945, Macron a prêché sans surprise les valeurs éternelles de la France et l'amour de la paix, tout en appelant à l'union nationale pour se préparer aux nouveaux dangers de guerre en Europe.

Au-delà des envolées convenues, Macron a toutefois eu une formule de vérité quand il a salué « la France qui conquerrait le droit de s'asseoir à la table des vainqueurs ». Après la défaite des troupes allemandes et la chute du régime de Vichy en août 1944, le gouvernement d'union nationale dirigé par de Gaulle, et comptant dans ses rangs pour la première fois des ministres communistes, lançait l'armée française aux côtés des troupes américaines et

britanniques jusqu'en Allemagne. Cette armée comptait dans ses rangs beaucoup d'hommes raflés dans les colonies, beaucoup d'anciens résistants, notamment communistes, et pas mal d'officiers qui s'étaient accommodé du régime de Pétain quand ils n'avaient pas été franchement pétainistes.

S'asseoir à la table des vainqueurs pour que les intérêts de l'impérialisme français soient défendus face aux États-Unis et la Grande-Bretagne, était bien l'objectif de De Gaulle. Ainsi, la bourgeoisie française, qui avait trouvé en Pétain un représentant capable de défendre ses intérêts au moment où l'Allemagne hitlérienne dominait l'Europe, put sortir sans trop de dommages des années d'Occupation. Le but de De

Gaulle était surtout de conserver ou retrouver la mainmise sur les possessions coloniales et la population d'Algérie eut en particulier à payer dans le sang, ce même 8 mai 1945, ce festin des vainqueurs.

« Là où flottait son drapeau, flottait une certaine idée de l'homme », s'est exclamé Macron évoquant le drapeau tricolore pour clore son discours. Ce drapeau fut pourtant aussi celui du régime de Vichy, de la république qui mena les guerres coloniales qui ensanglantèrent l'Indochine, l'Algérie et une partie du continent africain. Le même drapeau est agité pour préparer la population à une nouvelle guerre, là encore pour la bourgeoisie.

Avec ou sans référendum : refuser la potion amère !

Bayrou, Premier ministre sans majorité et de plus en plus démonétisé, propose un référendum sur le budget de l'État pour cautionner sa politique d'austérité. Tous les partis, de l'opposition comme de la majorité, rejettent cette idée, chacun cherchant à réduire le déficit sans toucher la grande bourgeoisie.

Pour économiser 40 milliards d'euros en 2026, certains députés envisagent de supprimer un abattement

fiscal pour les retraités ou de rétablir la taxe d'habitation. D'autres veulent réduire le budget des collectivités locales ou de la Sécurité sociale. Cependant, tous s'accordent pour maintenir les aides aux entreprises, environ 200 milliards d'euros par an, et augmenter le budget de l'armée à 100 milliards d'ici 2030. En 2024, les entreprises du CAC 40 ont réalisé 130 milliards de bénéfices nets.

Pour protéger ces budgets, mi-

nistres et députés n'ont d'autres choix que de réduire les budgets des hôpitaux, de dérembourser des soins et de couper les vivres aux collectivités locales. Cela affectera les infrastructures, les services et les équipements publics. Le gouvernement veut faire supporter ces économies aux classes populaires et aux travailleurs.

Wauquiez, Retailleau : un même mépris de classe

Après avoir proposé d'expédier les immigrés en situation irrégulière à Saint-Pierre-et-Miquelon, le député LR Laurent Wauquiez, candidat à la présidence de son parti au coude à coude avec le ministre de l'intérieur Retailleau, qui fait aussi une fixation sur les étrangers, vient de faire reparler de lui.

Pour ne pas changer, il vient de déposer un projet de loi destiné à limiter le versement du RSA à 2 ans pour les personnes aptes au travail.

Les centaines de milliers d'allocataires du RSA au niveau national, les 100 000 allocataires de La Réunion qui ne disposent que de ce maigre revenu pour survivre apprécieront. Ils apprécieront aussi à leur juste valeur

le soutien que ces-deux là ont trouvé parmi ce qui reste de dirigeants LR à La Réunion : les Gino Ponin Ballom, Richenel Hubert, Jacques André Angelo et cie !

Wauquiez, s'il fait cette proposition de façon plus provocatrice, ne se distingue en rien sur le fond de Macron et de Bayrou qui militent pour obliger ces hommes et ces femmes, la plupart du temps privés de travail et n'en trouvant pas, à fournir malgré tout 15 heures de travail hebdomadaire sous peine de se voir privés de ce maigre revenu pendant des mois.

La droite française, dite « la plus bête du monde », n'a que mépris pour les classes laborieuses et ne les

considère que bonnes à trimer pour engraisser le patronat et toute la clique de profiteurs qui plastronnent à la tête de notre société.

Tenter de monter les chômeurs, les RSAstes contre les travailleurs et inversement pour mieux dominer le monde, telle est leur politique... bonne à jeter à la poubelle !



Bacs neufs au rebut : qui a touché, qui va payer ?

Il y a plusieurs années, les dirigeants de la CINOR décidaient d'acheter 3000 bacs marrons d'une contenance chacun de 2000 litres pour collecter les déchets alimentaires afin, disaient-ils, de les utiliser pour produire des engrais naturels.

Ces bacs, manifestement surdimensionnés pour pouvoir être collectés, sont restés au pied des immeubles de longs jours sans être ramassés, provoquant de surcroît des odeurs nauséabondes.

Finalement, ne sachant plus quoi en faire, la CINOR les a alors stockés sur un parking appartenant au Village Bienvenue à Sainte-Marie. Ils y sont

restés abandonnés pendant des années recouverts à présent par la végétation et servant de nid aux moustiques.

Les dirigeants de la CINOR, après avoir fait semblant de faire une offre de récupération à des associations qui ne pouvaient pas plus répondre aux critères qu'ils venaient de fixer, ils envisagent à présent de faire broyer les 3000 bacs pour les transformer en poudre de plastique et produire... quoi au juste ? On ne le sait pas !

Cette commande de bacs s'est élevée à 3,2 millions d'euros et ils envisagent de consacrer encore des

sommes folles prélevées sur les deniers publics pour s'en débarrasser.

Ce sont ces mêmes dirigeants qui imposent chaque année, sans ciller, une augmentation régulière des taxes d'enlèvement d'ordures ménagères à la population !

Les travailleurs, les mères de famille qui font des miracles pour boucler un maigre budget familial, le simple bricoleur qui pour moins de 10 euros se procure un mètre ruban avant de commencer des travaux, tous autant que nous sommes nous pouvons constater que sans notre contrôle la gabegie ne peut que prospérer !

Traitement des déchets : l'odeur du profit

À quelques jours du référendum d'initiative locale, le dimanche 18 mai prochain, la polémique autour de la future installation de stockage des déchets ultimes (ISDU) de Sainte-Marie fait à nouveau surface.

L'annonce l'année dernière du choix du site de Beaufond dans les hauts de Sainte-Marie parmi d'autres propositions par le syndicat mixte de traitement des déchets ménagers du Nord et de l'Est de La Réunion (SYNDE), a provoqué une levée de boucliers de la part des riverains, des élus de la commune et d'agriculteurs dont le propriétaire du terrain Xavier Barau.

Pour le maire de Sainte-Marie, sa commune a été victime d'un « *tour de passe-passe* », des « *arrangements politiques d'arrière-cuisine* » au profit de la ville de Saint-Benoît dont les deux sites envisagés pour le projet ont été écartés.

De son côté, Xavier Barau, prétend que le SYNDE n'aurait pas eu son approbation pour l'installation du centre d'enfouissement sur son terrain de 22 hectares à fort potentiel

agricole.

L'opposition à la construction de l'ISDU, vient également d'une partie de la population autour du site qui s'est constituée en collectif. Celle-ci craint de vivre les mêmes cauchemars que les habitants de l'actuel centre d'enfouissement de Bel Air à Sainte-Suzanne à savoir les odeurs nauséabondes, les nuisances sonores dues aux engins qui s'activent sur la colline d'ordures et de terre, les allers et venues des camions de transports des déchets et de terre, etc.

C'est d'ailleurs pour remplacer ce centre arrivé à saturation, amené à être fermé en 2028, que l'installation de Sainte-Marie est envisagée. Ce centre, dont la gestion sera confiée au groupe SUEZ-INOVEST, devrait traiter les 100 000 tonnes d'ordures ménagères et 60 000 tonnes d'encombrants par an provenant des villes de la CINOR et de la CIREST. Des déchets qui représentent des millions de profits pour cette multinationale qui s'en met déjà plein les poches en exploitant le centre de Sainte-Suzanne.

Quant à Barau, combien touchera-t-il en loyer ou pour l'achat de

son terrain ?

Ce gros propriétaire foncier ne fait-il pas déjà des gros sous sur le site de Sainte-Suzanne dont il est l'un des propriétaires ?

Pour Barau comme pour les élus qui s'agitent contre ce projet, ce n'est pas le bien-être de la population ou la santé de l'environnement qui sont au centre de leurs préoccupations. Ce qui les anime, ce sont leurs propres intérêts de capitaliste ou de politiciens.

Dans cette société où le profit est roi, les décisions sont le plus souvent prises en vase clos entre capitalistes et leurs serviteurs au pouvoir au gouvernement ou dans les collectivités locales, sans prendre en compte les intérêts de la population.

Le référendum d'initiative locale, s'il permet à la population de s'exprimer sur un sujet, ne remplacera pas un réel contrôle des travailleurs sur les agissements de tous ces profiteurs.

Travailleurs sans papiers : un procès qui lève un coin du voile

Mardi 29 et mercredi 30 avril s'est tenu à Nanterre le procès des ex-dirigeants de RSI (société d'intérim du bâtiment), qui employaient bon nombre de travailleurs sans papiers. Une bonne partie des salariés qui s'étaient constitués partie civile ont assisté au procès.

Les travailleurs s'étaient mis en grève en novembre 2021 pour demander leur régularisation et avaient occupé dans ce but les abords du site de Gennevilliers pendant plus d'un an. Ce procès faisait suite au rapport de l'inspection du travail adressé au procureur de la République en janvier 2023.

Finalement, la gérante de l'agence

de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) est condamnée à 15 mois de prison avec sursis, les deux « apporteurs d'affaires » à un an et demi avec sursis, le tout assorti d'amendes de plusieurs milliers d'euros. Le nouveau patron de Belvédia (qui a racheté entre autres RSI), à la tête de 150 sociétés et quelque 20 000 intérimaires était « directement bénéficiaire des infractions », selon la procureure qui avait requis un an avec sursis et 100 000 euros d'amende à son encontre. Il a pourtant été relaxé. Et rien n'a été dit contre les entreprises du BTP utilisatrices, véritables bénéficiaires de ce système d'exploitation, ni contre l'État qui le permet en maintenant des travailleurs étrangers dans la situation de sans-papiers.

Les salariés présents étaient plutôt satisfaits, même si, selon leur avocat, ils devront maintenant aller aux prud'hommes pour obtenir des dommages et intérêts. Mais ce jugement les confirme dans la lutte qu'ils ont menée depuis des années et qui n'est toujours pas terminée, plusieurs d'entre eux n'ayant toujours pas obtenu leur régularisation.

Dans cette société, l'argent peut circuler partout dans le monde sans aucune contrainte, mais le fait d'être né quelque part interdirait aux salariés d'avoir un emploi ailleurs, à moins d'être soumis à l'arbitraire administratif ! C'est inadmissible.

Quand le RN sort du bois !

Le député d'extrême droite RN Joseph Rivière, qu'on n'avait pas entendu depuis des mois malgré les dégâts subis par une grande partie de la population suite au passage du cyclone Garance, vient de se réveiller en critiquant, à l'Assemblée nationale, la dernière mesure prise par le gouvernement d'extension de la zone franche, à la partie est de l'île, mesure qui « ne bénéficiera qu'à une minorité d'industries », « *excluant de fait l'essentiel du tissu économique*

réunionnais », selon lui.

À l'unisson de tous ses collègues réunionnais, de droite et de gauche d'ailleurs, il réclame donc la transformation de toute La Réunion en zone franche globale au nom bien sûr de la défense des TPE-PME !

Valls, le ministre des Outre-mer, lui a répondu en simulant une opposition à cette proposition de « paradis fiscal » tout en précisant « *qu'il faut bien sûr utiliser les dispositifs de défiscalisation* » dont

on sait qu'ils profitent principalement aux plus grosses entreprises !

En fait, derrière les simagrées parlementaires, ils s'entendent comme larrons en foire car le RN n'est pas un parti « anti système », mais, au contraire, il veut augmenter toujours plus les privilèges des patrons, petits et grands, ce qui ne peut se faire qu'au détriment des travailleurs !

CMA CGM : la croissance d'un parasite

Rodolphe Saadé, dirigeant de CMA CGM, un des plus grands armateurs mondiaux, a été interrogé par une commission sénatoriale le 12 mai. Bien que la commission examine les aides de l'État aux entreprises, Saadé a répondu sur la taxe au tonnage et son attitude vis-à-vis de Trump. Le directeur financier de CMA CGM, un ancien directeur du Trésor qui a rejoint la cohorte de hauts fonctionnaires et anciens ministres salariés par Saadé, a certes chiffré à 5,7 milliards d'euros l'économie faite par l'entreprise aux dépens des caisses publiques, pour la seule année 2022. Mais, a-t-il ajouté, la taxe au tonnage n'a pas coûté aussi cher à l'État et pas rapporté autant à l'entreprise tous les ans, donc tout va pour le mieux. Les sénateurs ne l'ont pas contredit.

Saadé s'est aussi expliqué sur sa visite à Trump et l'investissement de 20 milliards de dollars aux États-Unis, affirmant que CMA CGM investit constamment partout. Entre avril et mai, CMA CGM a acquis 51% du premier opérateur portuaire



du Brésil, le logisticien turc Borusan, et a sauvé Air Belgium. Ils ont également pris le contrôle du port syrien de Lattaquié, acheté Chérie 25, et acquis 20% de Pathé.

Les sénateurs interrogent les aides publiques à CMA CGM, mais la croissance spectaculaire de l'entreprise n'aurait pas été possible sans l'aide de l'État. Saadé, participant à tous les voyages présidentiels, profite de la diplomatie française pour ses acquisitions mondiales. Seuls les résultats exceptionnels de CMA CGM depuis 2022, une véritable extorsion due au monopole qu'il exerce

avec ses deux complices sur le trafic maritime mondial, permet les rachats en cours. Ils n'ont d'investissement que le nom puisqu'il s'agit de reprendre des entreprises déjà existantes pour renforcer encore son monopole et donc les possibilités d'extorsion. Avec MSC et Maersk, la pieuvre CMA CGM étend ses tentacules sur tous les océans, tous les ports et bientôt sur les entrepôts, les routes et les couloirs aériens, se donnant les moyens de rançonner la Terre entière.

Vinci au Qatar: esclavagiste moderne

Dix ans après le dépôt d'une plainte, la filiale qatarie de Vinci Constructions Grands Projets est enfin mise en examen pour travail forcé.

Sur les chantiers des stades de la coupe du monde de football 2022,

Vinci avait fait travailler ses ouvriers dans des conditions proches de l'esclavage : accès limité à l'eau, aux douches et aux WC, travail en plein soleil dans des chaleurs supérieures à 45°C et rétention des passeports pour décourager toute révolte.

Les ONG et les travailleurs plaignants espèrent désormais un procès rapide. Mais la comparution immédiate, c'est plutôt pour les voleurs de pommes que pour les esclavagistes en costard cravate.

CGT : une politique qui mène à l'impasse

Le 1er Mai à Dunkerque a pris cette année un caractère particulier avec trois fois plus de manifestants que l'an passé. La CGT d'ArcelorMittal des sites de Dunkerque et de Mardyck avait fait une campagne importante sur toute l'agglomération et au-delà pour mobiliser la population contre les risques qui pèsent sur l'usine de Dunkerque.

Cette campagne a eu de l'écho, car ce site de 5 000 travailleurs, sous-traitant compris, est le plus grand de l'agglomération. Mais quelle politique défend la CGT d'ArcelorMittal ?

Depuis un an, elle dénonce les menaces qui pèsent sur les sites sidérurgiques en Europe. Les inquiétudes se sont renforcées lorsque le groupe ArcelorMittal a annoncé en décembre 2024 qu'il renonçait « temporairement » à la décarbonation de ses sites et notamment celui de Dunkerque. Cela signifiait la construction d'une nouvelle installation, utilisant des procédés industriels nouveaux, en remplacement de l'ancienne usine très vieillissante. L'investissement prévu était de 1,8 milliard d'euros, sur lesquels l'État aurait versé 850 millions d'euros d'argent public. L'inquiétude est renforcée par le fait



que les travaux actuels de rénovation du principal haut-fourneau du site ne permettent pas la prolongation de son activité au-delà de 2030.

La CGT dénonce ces menaces en demandant que « les politiques se bougent », qu'ils interviennent « face à Mittal », et s'il faut, que le site soit nationalisé. La mobilisation s'inscrivait dans cette seule perspective. Étaient venus un grand nombre de dirigeants de la gauche : Faure et Valaud pour le PS, Tondelier pour les Verts, Trouvé pour LFI et François Ruffin. Le maire de Dunkerque, Vergriete, ancien ministre de Macron, est également venu à la manifestation.

Cependant, chaque fois que la gauche a été au pouvoir, elle a laissé

les mains libres et a même accompagné le grand patronat dans ses attaques. Les usines du Nord regroupent environ 6 000 travailleurs. Juste à côté, à l'usine de Gand en Belgique, les travailleurs sont également concernés par les attaques du groupe. En France, le groupe compte 15 400 salariés, sans la sous-traitance. Tous ces travailleurs, s'ils trouvent le moyen de se défendre ensemble face aux milliardaires de la sidérurgie, peuvent représenter une force considérable.

DANS LES ENTREPRISES

Saint-Leu : 12 travailleurs de la restauration non déclarés

Début mai les services de la direction du Travail, de l'URSSAF et de la direction de l'Alimentation ont effectué des contrôles auprès des établissements de restauration situés sur le front de mer de Saint-Leu.

« Sur l'ensemble des établissements contrôlés, 25 personnes ont été interrogées. Douze d'entre elles n'avaient pas fait l'objet de déclaration préalable à l'embauche, soit

près de 50 % des effectifs observés. Par ailleurs plusieurs dizaines de kilos de denrées alimentaires leur ont été retirées pour défaut de traçabilité et trois mises en demeure seront adressées aux employeurs pour défaut de vestiaires décents, ainsi qu'une mise en demeure liée à l'hygiène des locaux dans un des établissements concernés ». (Freedom du 7 mai 2025)

Travail au noir, non respect des conditions normales de travail et mise en danger de la santé des consommateurs, voilà qui nous donne une bonne idée de la gestion patronale, pas du tout appétissante, dans la restauration !

MOYEN-ORIENT

La politique criminelle de Netanyahu

Le cabinet de sécurité israélien a approuvé la poursuite de l'offensive militaire à Gaza, débutée le 18 mars, pour mettre en œuvre un « plan de conquête » et promouvoir le « départ volontaire des Gazaouis ». Pour cela, l'armée israélienne rappelle des dizaines de milliers de réservistes, mais seuls 50 % à 70 % répondent à l'appel.

En parallèle, une guerre se mène en Cisjordanie contre plusieurs camps de réfugiés, contraignant 25 000 personnes à fuir. Au Liban, l'armée israélienne continue de bombarder malgré le cessez-le-feu de novembre 2024. En Syrie, l'aviation israélienne a lancé des raids sous prétexte de protéger les Druzes, prétendant les défendre contre les

islamistes. En réalité, Israël cherche à aviver les tensions entre communautés pour en tirer parti, profitant de l'instabilité en Syrie pour se comporter comme en terrain conquis dans le sud du pays.

Loin de garantir la sécurité à la population israélienne, la politique de Netanyahu l'engage toujours plus dans une guerre sans fin. Ceux qui continuent de manifester tous les samedis en Israël contre Netanyahu et son gouvernement d'extrême droite en sont conscients, au moins partiellement. Les dirigeants des grandes puissances, eux, n'ont jamais retiré leur soutien à Netanyahu, quelles que soient les réserves qu'ils aient pu parfois exprimer, pour la simple raison que l'État israélien constitue le



gendarme de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient, un gendarme parfois difficile à contrôler, mais toujours fidèle à leurs intérêts.

Trump en voyage d'affaires

À partir du 13 mai, le président des États-Unis devait visiter trois pays de la région du Golfe : l'Arabie saoudite, le Qatar puis les Émirats arabes unis. La conclusion de gigantesques contrats pour les entreprises américaines est prévue, et ce voyage a évidemment aussi des visées politiques et diplomatiques.

La presse a parlé du cadeau personnel du Qatar à Donald Trump : un Boeing 747 de luxe d'une valeur de 400 millions de dollars. Mais derrière ce « modeste présent », il y a le gros du pactole. Rien que pour l'Arabie saoudite, près de 600 milliards de dollars de commandes devraient aller dans les caisses de grands trusts des États-Unis. Et ce n'est pas pour rien que Trump est accompagné d'une brochette de grands patrons et de financiers.

Côté diplomatique, le voyage de

Trump vise aussi à montrer que les États-Unis n'ont pas qu'Israël comme allié dans cette région, loin de là. Ainsi, les États-Unis viennent de négocier directement avec le Hamas par-dessus la tête de l'armée israélienne la libération du dernier otage américain. Avec les Houthis du Yémen, un cessez-le-feu a été signé dans lequel les rebelles yéménites s'engagent à ne plus cibler aucun navire de commerce en mer Rouge... mais l'accord les laisse libres de viser Israël.

Dans la même veine, Trump a rencontré le nouveau dirigeant syrien al-Charaa et annoncé la levée des sanctions américaines contre son pays. Enfin, lors de ce voyage, Trump devait aussi signer un accord autorisant le développement d'une industrie nucléaire civile en Arabie saoudite, ce à quoi Israël s'oppose.

Les étapes du voyage sont aussi un symbole. Alors que le gouvernement israélien envisageait de bombarder l'Iran pour détruire tous ses sites militaires nucléaires, les États-Unis ont relancé des négociations avec le régime iranien sur ce sujet. Les trois pays du Golfe visités appuient cette démarche.

Quant à la guerre meurtrière qu'Israël continue de mener à Gaza, Trump préfère pour l'instant détourner le regard. Plus il y aura de Palestiniens tués ou réduits à vivre dans les ruines, plus il sera facile à l'impérialisme américain de gouverner le Moyen-Orient, éventuellement en s'assurant la collaboration de l'Arabie saoudite et des Émirats et en la faisant accepter aux dirigeants israéliens.

Premier mai sous interdiction coloniale

Cette année, le préfet de Nouvelle-Calédonie a interdit la manifestation du 1er Mai dans les rues de Nouméa. L'Union syndicale des travailleurs kanaks et des exploités, l'USTKE, avait fait une demande pour pouvoir manifester comme elle le fait chaque année. Mais sous prétexte de sécurité publique, arguant notamment de la présence du ministre des Outre-mer, le préfet l'a interdit. Il faut dire que l'État français a en Nouvelle-Calédonie l'interdiction facile. Preuve d'un régime d'exception coloniale, les manifestations y ont été interdites pendant près d'un an après l'explosion de colère du 13 mai 2024. Elles n'ont cessé de l'être que depuis le 17 avril, après un recours de la Ligue des droits de

l'Homme.

Dans l'interdiction de manifester le 1er mai, il y avait sans doute la crainte, de la part de l'État français, que la manifestation ne se transforme en une démonstration de force des Kanaks. Depuis un an, les raisons de la colère n'ont pu que grandir. La gendarmerie et ses auxiliaires ont tué onze Kanaks lors des événements. Comme l'a révélé la presse, le préfet a couvert les milices caldoches, dont certaines étaient armées. Et depuis mai 2024, 12 000 travailleurs, un sur sept, ont perdu leur emploi, ceux d'origine kanake étant particulièrement touchés par la fermeture de KNS, l'usine de la province Nord, et par celle de la mine de Thio. Il faut ajouter à cela l'attitude revancharde

du petit patronat et la résurgence du racisme anti-Kanaks, l'USTKE dénonçant les embauches au faciès et le remplacement de travailleurs kanaks par des non-Kanaks.

Le 1er mai, de façon bien légitime, l'USTKE a dénoncé l'interdiction de manifester comme une décision arbitraire et discriminatoire. Effectivement, quand la droite loyaliste a manifesté pour faire pression sur Valls fin février, aucune interdiction ne lui a été opposée.

La Nouvelle-Calédonie est une colonie où les travailleurs, quelle que soit leur origine, sont là pour travailler et se taire ; le patronat et l'État se chargent de le rappeler.

MAYOTTE

Mépris colonial et de classe à l'oeuvre

À Mayotte, suite au passage du cyclone Chido, Macron aussi bien que ses ministres Valls et Borne avaient affirmé que la rentrée scolaire se ferait dans les temps, malgré tout. Elle a du être retardée de plusieurs semaines. Les tours de classes continuent à être imposées aux élèves en pire. Avant le cyclone, les élèves des écoles primaires n'avaient le droit qu'à des demi journées d'enseignement pour cause de manque cruel de classes et de professeurs ; après le cyclone, cette situation n'a fait qu'empirer avec la destruction de dizaines d'établissements scolaires toujours pas réparés ou reconstruits.

Mais les enfants les plus lésés aujourd'hui sont les enfants d'immigrés, de ceux dont les parents sont dans l'incapacité de produire les attestations de logement, d'hébergement ou les extraits de naissance qu'ils ont perdus lors de la destruction de leurs logements faits de bric et de broc pendant le cyclone... mais que s'escriment cependant à exiger d'eux cer-



taines communes pour permettre à leurs enfants de s'inscrire à l'école !

La priorité du gouvernement est ailleurs, elle est de permettre au patronat de traverser cette situation de crise aux moindres frais pour lui en maintenant les droits des travailleurs au niveau le plus bas possible.

Ainsi à Mayotte, pour le gouvernement, il n'est toujours pas question d'aligner les salaires sur le coût réel de la vie, d'égalité salariale pour les travailleurs de Mayotte avec ceux de

l'hexagone, pas question non plus d'alignement de leurs allocations familiales, de chômage ou de retraite avant des années. Il a trouvé par contre l'argent nécessaire pour expédier dans le 101ème département français des centaines de militaires et de policiers supplémentaires pour intimider les travailleurs mécontents de leur sort et faire la chasse aux immigrés, et pour accorder toujours plus d'exonérations de cotisations sociales et fiscales pour les patrons.

Impérialisme à nu

(Article de Lutte ouvrière Bel-
gique du 7 mai 2025)

Voilà trente ans que la région à l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC), riche en minerais, est en guerre permanente. Plus de 200 bandes armées sont actives dans la région, faisant vivre l'enfer aux habitants. L'armée officielle congolaise, sous prétexte de combattre les bandes armées, commet les mêmes exactions.

Le groupe armé M23, soutenu par le Rwanda, s'est considérablement renforcé ces dernières années, au point de s'emparer de capitales régionales. Les grandes puissances capitalistes, loin de dénoncer l'horreur de la guerre, ont soutenu activement le Rwanda, lui accordant des millions d'euros, tout en sachant que ce dernier finançait et organisait le groupe M23.

Depuis quelques semaines, sous pression américaine, les ministres des affaires étrangères congolais et rwandais se sont rendus à Washington pour un processus de « médiation ». En parallèle, une trêve a été signée entre la RDC et le M23 sous pression du Qatar, allié des USA, et des accords bilatéraux sur les minerais sont

en cours de négociation entre les USA et la RDC d'une part, les USA et le Rwanda de l'autre.

Ces accords multiples n'ont absolument pas pour but « la fin de la guerre en RDC ». Il s'agit une fois de plus pour les trusts comme Apple ou Tesla de garantir leur accès aux ressources, dans un contexte où les USA veulent s'assurer l'accès aux minerais rares dans le cadre de leur concurrence accrue avec la Chine.

Loin des caméras, des accords moins « officiels » reflètent d'ailleurs les enjeux réels. Dès janvier 2025, un accord aurait été signé entre la RDC et la société militaire privée FSG d'Erik Prince, un proche de Trump. Prince est tristement connu pour avoir dirigé la société militaire privée Blackwater dont plusieurs employés ont été inculpés pour le meurtre de civils irakiens. Sa nouvelle société FSG aurait comme rôle de « sécuriser et taxer » les richesses minières de la RDC. Autrement dit, cette société privée remplacerait l'État congolais dans les domaines liés à la sécurité et à la taxation des ressources minières ! En parallèle, différentes entreprises américaines liées à l'extraction des ressources minières se développent dans la région, comme KoBold Me-

tals.

Cette réalité crue – le pillage par les trusts privés des ressources de la RDC – n'empêche pas les dirigeants des pays européens de décrire le processus actuel de « médiation » comme un « processus de paix », dénonçant au passage le Rwanda et la guerre ! En février dernier, le parlement européen a publié une déclaration « condamnant fermement » le Rwanda pour son soutien au M23. Après trente ans de guerre, les dirigeants européens sortiraient soudain de leur indifférence ? Foutaises. Fin avril, le ministre des Affaires étrangères de Belgique, Maxime Prévot, s'est rendu dans différents pays de la région prétendant œuvrer à « la fin du conflit à l'est du pays ». La France a, elle, envoyé des délégués au processus de médiation à Washington. Tous n'ont que le mot « paix » à la bouche. Mensonges ! Ils sont là pour négocier leur part dans le nouveau dépeçage en cours. Et ils accompagnent leurs déclarations hypocrites d'un habituel mépris colonial. Maxime Prévot, par exemple, déclare « rappeler aux autorités congolaises qu'elles ne doivent pas occulter l'impérieuse nécessité de réformes et de dialogue national ». C'est révoltant.

MADAGASCAR

Des augmentations de prix qui saignent les travailleurs

À Madagascar, le gouvernement vient de décider d'une nouvelle augmentation du prix des carburants.

Le prix du litre d'essence augmente ainsi de 200 ariarys pour atteindre 5 500 ariarys, soit 1,10 euros.

Le Smic malgache est actuellement de 262 680 ariarys, soit 52,60 €. Il ne concerne que les travailleurs déclarés (80 % ne le sont pas)

Ce salaire misérable correspond donc au prix d'un plein d'essence, mais ne permet pas en plus au smicard malgache de se nourrir, de se loger et de se soigner, ainsi que sa famille.

Voilà qui montre bien la nécessité vitale pour les prolétaires malgaches d'imposer l'augmentation massive de leurs salaires à leurs exploités et de mettre fin à l'exploitation éhontée dont ils sont victimes !



La population contre la loi des gangs

Dans leur journal *La Voix des travailleurs du 1er mai*, nos camarades haïtiens de l'OTR (Organisation des travailleurs révolutionnaires – UCI) dénoncent la situation dramatique en Haïti.

« Le chaos qui ravage Haïti, et particulièrement sa capitale Port-au-Prince, atteint un degré d'horreur sans précédent. Plus de 80 % de la capitale est sous la coupe de gangs armés, issus des entrailles pourries d'un système économique et social dominé par une poignée de riches parasites. Des quartiers entiers sont vidés de leurs habitants, transformés en champs de ruines. (...) Mais ce chaos n'est pas tombé du ciel. Il est l'aboutissement de plus de cinq siècles de pillage, de dépeçage systématique de ce coin de terre par les puissances occidentales : de l'Espagne aux États-Unis, en passant par la France et l'Angleterre. Les classes possédantes locales et leurs valets politiques ont repris le flambeau de cette mise à sac, poursuivant avec zèle l'œuvre d'exploitation et de destruction au détriment des masses laborieuses.

Ce n'est pas une malédiction mais le résultat direct de la domination séculaire des classes possédantes et de leurs valets. Depuis des décennies,

ces parasites s'enrichissent en affamant les travailleurs, en privant les jeunes d'éducation, en condamnant les masses à la misère. Aujourd'hui, les bandes armées, qu'elles ont nourries et instrumentalisées pour se maintenir au pouvoir, échappent à leur contrôle et plongent tout le pays dans l'abîme. Bien avant cette explosion de barbarie, la situation était déjà infernale pour les classes populaires : chômage endémique, inflation galopante, conditions de vie déplorables. Aujourd'hui, cette misère s'est transformée en un véritable enfer avec la dictature des gangs. C'est l'anéantissement pur et simple de toute forme de vie digne.

Face à cette barbarie, il n'y aura pas de solution venant d'en haut, ni des valets locaux, ni de la prétendue « communauté internationale » représentant les intérêts des puissances impérialistes. La seule force capable de sauver le pays et sa population pauvre, c'est celle des classes populaires elles-mêmes.

Déjà, des signes d'espoir surgissent. Des habitants organisent des brigades de vigilance, chassent les bandits, bloquent les tentatives d'infiltration. Les riverains des quartiers populaires, les déplacés des camps, par milliers, expriment leur ras-le-bol et leur soif de dignité à travers

des manifestations et des rassemblements.

C'est dans ces mobilisations populaires, dans ces initiatives d'autodéfense locale que réside la solution et elles doivent être dirigées, contrôlées par les travailleurs et les pauvres des quartiers. Mais il faut aller plus loin : il faut fédérer ces résistances, les étendre à tout le pays, en faire un véritable soulèvement national contre les gangs et contre ceux qui, depuis des générations, exploitent et écrasent les masses pauvres. »

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282

Rawpixel

